

# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

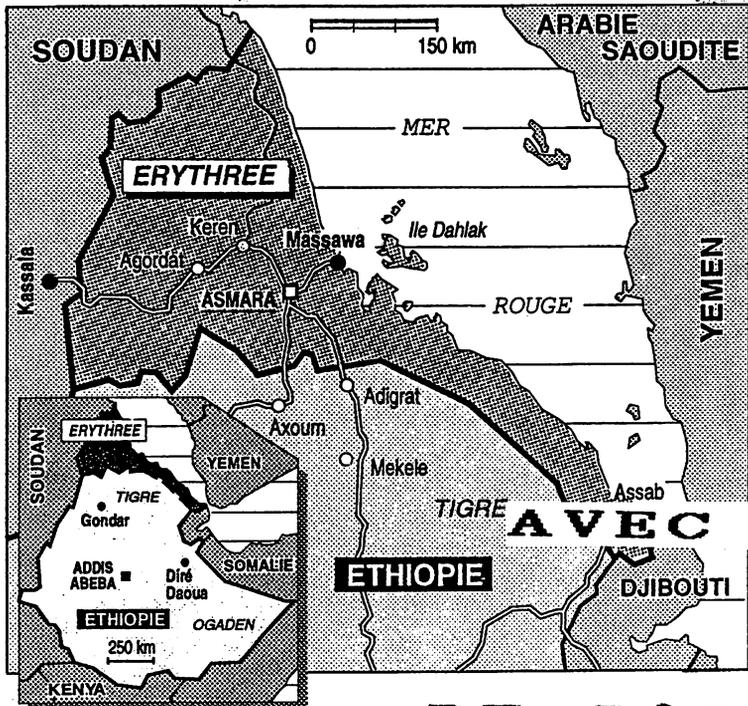
UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 4 JUILLET 1993

N° 217

PRIX : 4 FF



AVEC LA CREATION  
DE L'ETAT ERYTHREEN

L'AFRIQUE COMPTE

UNE DICTATURE DE PLUS

SOMMAIRE AU VERSO

## SOMMAIRE

Page 2  
Editorial

Page 4  
Mali : Premier anniversaire du régime civil de Konaré

Page 5  
Afrique du Sud : Les élections multiraciales ne feront pas disparaître ...

Page 8  
Somalie : Les troupes de l'ONU sèment la

Page 10  
Algérie, Turquie : Les islamistes assassinent

ABONNEMENT

FRANCE: 1 an  
- Pli ouvert : 70 FF  
- Pli fermé : 85 FF  
Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-postes courants.

ETRANGER :  
Même tarif mais uniquement en coupons-réponses internationaux.

ADRESSE:

DUFEAL - COMBAT  
OUVRIER  
Pour le PAT B.P. 42  
92114 - CLICHY Cedex

## é d i t o r i a l

**AVEC LA CREATION  
DE L'ETAT ERYTHREEN  
L'AFRIQUE COMPTE  
UNE DICTATURE DE PLUS**

*La seule chose nouvelle lors du dernier sommet de l'OUA qui s'est tenu au Caire, c'est que le continent africain compte désormais un 53ème Etat avec la naissance de l'Erythrée. Nos dictateurs n'ont pas claironné l'arrivée parmi eux du nouveau membre car l'acceptation de la création d'un nouvel Etat en Afrique ce serait l'acceptation, même sur les principes, de la remise en cause des frontières qu'ils veulent définitives et intouchables.*

*L'ironie de l'histoire c'est qu'en Ethiopie même, pays symbolique de l'OUA où, 30 ans plus tôt lors de sa fondation, les premiers chefs d'Etat africains juraient que les frontières héritées de la colonisation étaient sacrées et intangibles, qu'est né le nouvel Etat érythréen.*

*C'est au nom de cette "intangibilité" des frontières artificiellement tracées par les colonisateurs pour mieux diviser les populations africaines que nos dictateurs font fusiller, torturer, ou condamner à la prison à vie tous ceux qui osent dénoncer ces aberrations.*

*Ces frontières qui découpent le continent africain en véritable puzzle sont en effet aberrantes. Elles ne tiennent absolument pas compte du peuplement réel du continent ni de ce qui va dans le sens des intérêts des ces populations. C'est ainsi que dans la plupart des pays de l'Afrique de l'ouest on retrouve les mêmes ethnies et parfois les mêmes familles mais avec des passeports différents parce qu'à Paris ou à Londres les dirigeants impérialistes ont décidé que la frontière doit passer à tel endroit plutôt qu'ailleurs quitte à ce qu'elle coupe un village en deux.*

*Plusieurs guerres ont déjà opposé un certain nombre de ces Etats entre eux pour la question du tracé des frontières. En 1985 le régime de Moussa Traoré et de Thomas Sankara se sont ainsi guerroués pendant quelques semaines pour quelques kilomètres carrés de terre que chacun d'eux revendiquaient. En 1989 le Sénégal et la Mauritanie sont entrés eux aussi en guerre. Chacun voulant s'approprier les rives du fleuve. La Côte d'Ivoire et le*

Ghana ont également eu dans le passé des conflits similaires.

Mais nulle part et à aucun moment on a daigné demandé leurs avis aux populations concernées. Les dirigeants ont au contraire tout fait pour opposer les populations les unes aux autres, des fois en attisant les conflits mineurs entre pasteurs et agriculteurs, des fois en essayant de créer des conflits là où les ethnies cohabitaient tant bien que mal.

Dans le cas de l'Ethiopie, cela fait plus de trente années que le mouvement nationaliste érythréen se bat contre le pouvoir dictatorial d'Addis-Abéba pour la séparation de l'Erythrée. Le premier conflit militaire date de 1962. Il a fallu attendre 1993 pour que les dirigeants éthiopiens acceptent de procéder à un référendum d'autodétermination en Erythrée.

Les organisations nationalistes bourgeoises érythréennes ont remporté une victoire. Presque la totalité des votants au référendum ont voté en leur faveur. Aujourd'hui leurs dirigeants sont au pouvoir. Mais ce qui est sûr, c'est que le sort de l'écrasante majorité de la population pauvre érythréenne restera le même. Il n'y aura pas plus d'amélioration dans son sort qu'il n'y en a eu pour les pauvres après la création des Etats Africains issus des indépendances. C'est vers cette même impasse que les dirigeants nationalistes érythréens veulent entraîner les masses pauvres.

Aucune lutte nationaliste, même la plus radicale, y compris là où les colonisateurs ont été chassés les armes à la main, n'a abouti à l'amélioration du sort des exploités. Seule une petite minorité a profité de ces luttes.

Tout comme les dirigeants

nationalistes africains qui ont profité des appareils d'Etats mis en place à la suite de la décolonisation, les dirigeants nationalistes érythréens vont eux-aussi avoir accès à des privilèges dont ils étaient privés jusqu'à maintenant. Le fait d'avoir un Etat à eux est en effet un moyen supplémentaire d'accéder à des privilèges que l'Etat éthiopien ne leur permettait pas.

Pour l'écrasante majorité, la création de ce nouvel Etat signifiera de nouvelles frontières supplémentaires, de nouvelles tracasseries administratives et douanières. Ce sera la création d'un nouveau camp de concentration où les nouveaux maîtres se comporteront en conquérants d'autant plus voraces et impitoyables envers les pauvres qu'ils les enfermeront à l'intérieur des frontières encore plus étriquées que celles qui existaient auparavant.

Nous révolutionnaires communistes, nous sommes pour le droit de chaque peuple à l'autodétermination. Nous pensons qu'aucun peuple, aucune ethnie si majoritaire soit-elle n'a le droit d'imposer sa volonté à d'autres, même minoritaires. Le continent africain est suffisamment vaste pour que chaque peuple, chaque ethnie puisse vivre harmonieusement et librement avec les autres. Et c'est parce que nous sommes pour une Afrique débarrassée de toute oppression que nous sommes pour la disparition de toutes ces frontières qui divisent les populations. Mais cette Afrique-là ne pourra être que socialiste. Elle sera l'oeuvre du prolétariat africain qui n'a aucun privilège à défendre et tout à gagner en débarrassant le continent africain de ces frontières et de ces Etats qui sont les symboles vivants de la colonisation et de la barbarie capitaliste.

## MALI

PREMIER ANNIVERSAIRE  
DU REGIME CIVIL D'ALPHA KONARE

Il y a un an Alpha Oumar Konaré était élu président de la république; il a remplacé Amadou Toumani Touré à la tête de l'Etat malien. Son parti avait gagné les élections législatives avec une majorité absolue à l'assemblée nationale.

Sûrement remonté par sa victoire, il promettait de changer la situation politique et économique au Mali. Qu'a-t-il fait de ses promesses? Certes le multipartisme continue d'exister au Mali, la liberté d'expression n'est plus un délit. Certains anciens dignitaires galonnés ont été remplacés par de nouveaux venus civils. Là s'arrête le changement pour eux. Quant à la population laborieuse, la situation s'est empirée. Les nouveaux dirigeants ont le culot de mettre sur pied des plans de licenciements dans la fonction publique.

Et pourtant au Mali où il n'y a environ que 40 000 fonctionnaires, les dirigeants prétendent qu'ils sont trop nombreux. Donc il faut "dégraissier". C'est d'autant plus scandaleux que dans tous les secteurs le manque d'effectifs se fait sentir, en premier lieu dans l'enseignement car à peine seulement 30% de la population malienne est scolarisée faute de professeurs et de moyens. Dans les classes existantes il y a souvent 120 élèves pour un seul professeur. Dans les villages, il y a des centaines de milliers d'enfants qui ne peuvent pas être scolarisés. Rien que pour ce secteur, si on veut scolariser correctement tous les enfants, il faut des dizaines de milliers de postes dans l'enseignement.

Dans le domaine de la santé, là aussi les besoins sont criants. Les hôpitaux sont dans un état de délabrement total. Il n'y a pas assez de médecins, d'infirmiers pour

pouvoir faire face à l'afflux d'enfants malades et de vieillards. Dans beaucoup de villages, il n'existe aucun dispensaire, encore moins de maternité. Et quand ils existent c'est grâce aux efforts financiers des travailleurs immigrés en France. Là aussi c'est des milliers de postes qu'il faut créer.

Concernant les PTT, les bureaux de postes font défaut. Quelques fois il faut parcourir une centaine de kilomètres pour pouvoir poster une malheureuse lettre. Là également, la création de postes est nécessaire.

Quant à l'agriculture, il y a très peu d'ingénieurs et de techniciens agricoles pour aider et conseiller les paysans à diversifier leurs cultures. Quand ils existent, ils sont inopératoires car nommés dans les bureaux climatisés du ministère de l'agriculture à Bamako. Là aussi ce n'est pas le besoin qui manque sans parler d'autres secteurs utiles à la population.



Soldats gardant un immeuble dévasté

Les membres du gouvernement de Bamako, les nouveaux comme les anciens, n'ont jamais été intéressés vraiment par ces problèmes sinon ils n'auraient pas préconisé de

licencier le peu de fonctionnaires existants.

En réalité, ce qu'il y a de trop au Mali, ce sont les militaires galonnés, les policiers et les douaniers corrompus, en un mot la force de répression. Mais Konaré a besoin d'eux pour assurer l'existence de son régime néo-colonial incapable de faire autre chose que de remplacer les hommes usés par 23 années de dictature militaire par des nouveaux qui jusque-là étaient écartés du pouvoir.

Récemment, les manifestations de la jeunesse ont repris. De peur qu'elles prennent une ampleur semblable à celles de 1991 qui avaient mis fin au règne de Moussa Traoré, Konaré a pris les devants en remaniant son gouvernement. Le premier ministre Younous Touré est

remplacé par un nouveau venu, Abdoulaye Sékou Sow. Ce dernier a constitué un gouvernement composé d'un cartel de six organisations: l'ADEMA, le CNID de Mountaga Tall, le PAJS, le MFUA, le RDT et le PDP.

Les dirigeants de certaines de ces organisations refusaient hier de s'asseoir à la même table que Konaré (c'était le cas, entre autre du CNID de Mountaga Tall). Aujourd'hui ils l'acceptent. C'est sûrement pour mieux partager le gâteau entre eux ainsi que les miettes qui leur seront distribuées par l'impérialisme. Voilà le changement que les dirigeants de ces partis bourgeois voulaient réaliser. Seront-ils là encore l'année prochaine? Ou bien seront-ils virés par les militaires qui jugeront que leur joujou "démocratique" a assez duré. Qui vivra verra!

## AFRIQUE DU SUD

### LES ELECTIONS MULTIRACIALES NE FERONT PAS DISPARAITRE L'EXPLOITATION ET LA MISERE

Le gouvernement sud-africain et l'ANC, ainsi que d'autres formations plus petites se sont mis d'accord pour adopter la date du 27 Avril 1994 pour les premières élections multiraciales.

Le Parti Conservateur (extrême droite parlementaire) ainsi que l'Inkhata de Butélézi et des dirigeants des "homelands" (les Etats enclavés créés de toutes pièces par le régime d'Apartheid pour rendre les Africains étrangers dans leur propre pays) ont timidement protesté contre la tenue de ces élections.

Cette officialisation de la date de premier scrutin intervient à point nommé pour Mandela et De

Klerk en visite aux Etats-Unis dans le but de rassurer les trusts et les banquiers américains désirant investir leurs capitaux en Afrique du Sud. Le couple Mandela/De Klerk est bien, à leurs yeux, sur la voie de réaliser leurs orientations.

Depuis que le régime d'Apartheid existe il a permis surtout aux trusts multinationaux, aux banquiers, de réaliser des super-profits en privant les travailleurs noirs des droits les plus élémentaires. Et c'est la lutte des millions de Noirs depuis plus de trente ans contre leur oppression qui a fait que les puissances capitalistes ont pris peur au point de faire pression sur le régime pour qu'il adopte des mesures

d'apaisement dites démocratiques afin qu'elles puissent continuer de s'enrichir. Elles veulent faire croire aux Noirs pauvres qu'il suffira de bien voter pour que cela change pour eux.



Mais ce n'est pas pour cela que les capitalistes et les privilégiés d'aujourd'hui, qu'ils soient domiciliés à Johannesburg ou à New-York cèderont quoi que ce soit aux travailleurs noirs des super-profits qu'ils ont accumulés sur leur sueur et parfois sur leur sang dans les ports, dans les mines ou les usines

de cette partie la plus riche de l'Afrique.

Certes, quelques milliers de petits blancs "afrikaners" s'accrocheront (jusqu'à quand ?) à des petits privilèges liés à la couleur de leur peau et codifiés dans les institutions racistes de l'Afrique du Sud. Ils craignent d'être abandonnés par leurs maîtres et de devoir partager avec l'élite de petits bourgeois noirs susceptibles de faire demain mieux l'affaire qu'eux. Et ils n'ont pas forcément tort car les puissances capitalistes sont impitoyables même à l'égard de ceux qui les ont servis.

Pour les travailleurs noirs, rien de fondamental ne peut changer avec les élections. Se contenteront-ils de jouer le jeu électoral passivement pour le compte des futurs candidats à l'oppression qui veulent gesticuler dans le futur parlement multiracial ? Ce n'est pas dit à l'avance. Car le mot démocratie peut aussi trouver chez les exploités une résonance tout autre que celle préalablement délimitée par leurs exploités. Ce mot peut aussi traduire chez eux une aspiration à se libérer de leurs véritables chaînes, celle de l'exploitation capitaliste.

## TCHAD

### L'INSECURITE DEMEURE

Il y a quelques jours, un administrateur a été assassiné dans la rue à Ndjaména par des inconnus qui auraient emporté une grosse somme d'argent. La victime s'occupait des soldats licenciés, victimes des mesures du FMI et transporterait de l'argent devant servir à payer ces militaires.

Certes homme était un haut

fonctionnaire qui gagnait bien sa vie. Son sort était différent de celui de la majorité des travailleurs et de petites gens qui ont du mal à joindre les deux bouts. Mais le fait qu'il soit originaire du Sud, le fait que les crimes perpétrés par le régime (les postes clés sont aux mains des Nordistes) visent le plus souvent les cadres du Sud; le fait surtout qu'il soit

victime de l'insécurité ont fait que les Ndjamenois, originaires du Nord comme du Sud qui en ont marre des tueries, des règlements de compte, des vols à mains armés en plein jour ont réagi de suite.

Spontanément des centaines de personnes sont descendues dans la rue pour crier leur colère contre un gouvernement dont les membres sont plus préoccupés de se remplir les poches que de s'occuper de la sécurité des citoyens. Deux personnes que la foule de manifestants, à tort ou à raison a assimilé aux tenants du pouvoir, les Idriss Déby et compagnie, ont été brûlées vives sur une rue de la capitale. De leur côté les syndicats ont décrété trois journées de "ville morte"; ils ont demandé aux travailleurs et à la population d'observer ce mot d'ordre de grève. Ils en ont profité pour réclamer le

versement des salaires des fonctionnaires qui accusent un retard de plusieurs mois.

Devant le mécontentement de la population, les autorités sont sorties de leur réserve; ils ont pondu un texte de lois qui interdit le port d'arme aux civils. Une mesure de plus ! Et inefficace, décidée pour tromper l'opinion car cette insécurité qui règne dans la capitale et les autres villes du pays est l'oeuvre des éléments armés du régime. Ce régime, en refusant de verser les salaires de ses troupes, les pousse à se servir sur le dos des populations tchadiennes; c'est également ce même régime qui organise les assassinats politiques pour essayer d'enrayer toute opposition. Il n'est donc pas étonnant que les assassins courent toujours.

## NIGERIA

### UNE COMEDIE ELECTORALE

Le 12 juin dernier, les élections présidentielles se sont déroulées au Nigéria. Le même dictateur en place, le général Babangida, qui les avait autorisées a finalement trouvé des prétextes futiles pour laisser traîner la publication des résultats et les annuler carrément.

Cela fait dix ans qu'il n'y a pas eu d'élections présidentielles dans ce pays. Depuis qu'il a pris le pouvoir par un coup d'Etat militaire, Babangida s'était engagé à organiser des élections libres en légalisant en même temps les partis politiques.

En 1989, le dictateur a autorisé l'existence de deux partis seulement: le Parti Social-Démocrate (SPD) et la Convention Nationale

Républicaine (NRC). Ces deux partis ont présenté leurs candidats. Pour le SPD c'est le richissime milliardaire Mashood Abiola et pour le NRC, Bashir Tofa, banquier et en même temps le plus gros personnage de l'industrie pétrolière du Nigéria.

Ces deux candidats ont mené une campagne électorale du style américain à grands coups de publicité et de mensonge. Il n'y a rien qui les différencie l'un de l'autre. Il n'ont pas eu peur du ridicule au cours de leur campagne électorale en dénonçant avec force et fracas la corruption dans la vie économique nigériane. Et pourtant, tous deux sont parmi les plus gros profiteurs de cet état de fait. Leurs voitures de luxe, leurs villas, leurs immeubles et les fortunes colossales qu'ils possèdent

c'est grâce à la corruption et à l'exploitation des travailleurs qu'ils réduisent à la misère.

Le Nigéria est le plus grand pays d'Afrique par le nombre de ses habitants. Dans les années 70, grâce au boom pétrolier, le pays a connu une période de relative prospérité. Cette période de boom est passée depuis longtemps. Comme la plupart des pays d'Afrique, le Nigéria est frappé par la crise économique. Les dirigeants impérialistes, tout comme leurs valets locaux craignent une

explosion sociale dont les conséquences seraient imprévisibles pour eux.

Dans ces conditions, les militaires au pouvoir ne semblent pas trop enthousiastes pour laisser le pouvoir à des civils qui sont à leurs yeux plus laxistes dans le domaine du maintien de l'ordre en cas de crise. Ils ont peur pour eux-mêmes, ils ont peur pour leurs semblables qui vivent de l'exploitation de la population du Nigéria.

## SOMALIE

### LES TROUPES DE L'ONU SEMENT LA MORT PARMIS LES POPULATIONS

Le 2 juillet dernier, cinq soldats de l'ONU ont trouvé la mort à Mogadiscio lors de l'une de leurs "opérations de désarmement" de la population. Au cours de ce contrôle, des miliciens appartenant, semble-t-il, à la fraction armée du général Aïdid (le seigneur de guerre local) se sont glissés parmi la foule et ont tiré sur les soldats onusiens.



Somalien tué par les forces de l'ONU

Cette fois, la riposte n'a pas eu lieu, du moins immédiatement car ça allait être un véritable massacre, les miliciens étant entourés par la foule. Avant l'intervention de ces miliciens, les Somaliens ont commencé déjà par chahuter ces soldats de l'ONU qui voulaient les fouiller; Les populations les haïssent car elles sont excédées par les brutalités et les tueries de ces forces de l'ONU venues, paraît-il, pour faire régner la paix. Au lieu de la paix, c'est la mort que ces troupes sèment quotidiennement parmi la population. En effet, l'armée de l'ONU, bien nourrie, arrogante et méprisante, se comporte comme une armée coloniale.

Sa mission est, d'une part de contrôler les populations pour les empêcher de se révolter contre leur sort; d'autre part d'imposer aux populations un chef de tendance à leur solde, du moins par une sorte de compromis en favorisant par exemple la formation d'un gouvernement d'Union regroupant les différents chefs de groupes armés qui se disputent le pouvoir.

Mais il semble que le général

Aïdid dont l'organisation est de loin la plus puissante refuse de jouer le jeu ou que le choix de l'impérialisme ne porte pas sur lui. En tout cas l'impérialisme américain laisse croire que le général est l'homme à éliminer ou du moins à écarter pour faire régner la paix à Mogadiscio. Il y a même une prime pour toute personne qui donnerait

des informations sur le général Aïdid et sur son refuge.

Mais cette attitude des USA fait remonter la côte de popularité de ce dictateur parmi les populations somaliennes. Cela risque de permettre à cet homme pourri de trouver encore plus de partisans pour affermir sa dictature.

## IMMIGRATION

### LES MAL-LOGES A NOUVEAU DANS LA RUE

Le 4 juin dernier plusieurs centaines de personnes ont manifesté dans la rue, de Belleville à Châtelet en scandant des slogans tels que "halte aux expulsions sans relogement", "un toit est un droit", "réquisition des logements et bureaux vacants".

La plupart de ces mal-logés (dont certains sont des anciennes familles maliennes qui avaient occupé pendant plusieurs mois l'esplanade de Vincennes) continuent de réclamer un "relogement décent" et ce, grâce au soutien de certaines organisations françaises et africaines tels que le DAL (Droit au Logement), SOS-Racisme, le MRAP, La CGT, le PCF, la FASTI.

Les mal-logés de l'esplanade de Vincennes, au moment de leur expulsion manu militari du campement ont été intentionnellement répartis aux quatre coins de Paris et sa région pour casser la solidarité de lutte qui prévalait dans le camp. Les autorités françaises croyaient mettre un terme aux revendications de ces familles. Erreur! Malgré leur dispersion, ces anciens mal-logés de Vincennes ont pu établir des contacts entre eux pour continuer

leur lutte.

Les mal-logés ont raison. Cela va de leur dignité; ils ne demandent pas l'aumône; ils travaillent et ils sont capables de payer régulièrement un loyer. Pourtant ce ne sont pas les logements qui manquent à Paris ou en banlieue : selon des chiffres officiels, 300 000 logements sont en permanence libres ainsi que 5 millions de mètres carrés de bureaux.

Reloger tous les sans-abris et les mal-logés de Paris et sa région, c'est possible. Mais les propriétaires ne louent qu'aux nantis; ils préfèrent même laisser leurs immeubles libres, pendant des mois au lieu de les louer aux travailleurs. Et ce n'est pas l'Etat qui va les y contraindre car cet Etat-là est au service des riches et des nantis.

Au moment où le gouvernement prend une série de mesures hostiles aux intérêts des travailleurs en général et des immigrés en particulier, il n'y a qu'une lutte d'ensemble de la classe ouvrière qui peut casser l'arrogance et le mépris des tenants du pouvoir.

## ALGERIE, TURQUIE LES ISLAMISTES ASSASSINENT

En Algérie, en mars et juin derniers, six intellectuels ont été assassinés, selon toute vraisemblance par des membres ou proches du FIS. Ces victimes étaient des médecins ou des universitaires connus. Certains étaient proches du régime en place.

En Turquie les intégristes musulmans ont mis le feu à un hôtel où séjournait Aziz Nesin, un journaliste satirique de gauche. Résultat : 37 morts et 145 blessés officiels. Le prétexte invoqué était qu'il aurait tenu des propos blasphématoires. Des manifestants intégristes ont lancé des pierres contre le centre culturel et détruit plusieurs cafés fréquentés par des militants de gauche ainsi qu'une librairie.



Deux principaux dirigeants du FIS

Ces actes donnent une image du type de dictatures que rêvent

d'imposer les dirigeants islamistes, intégristes ou pas. Au nom de la religion, ces dictatures ne toléreraient aucune liberté de pensée.

Les dirigeants islamistes sont des démagogues : ils tiennent un certain langage "anti-occidental" par exemple en brûlant publiquement comme ils viennent de le faire en Turquie, des drapeaux américains, et réussissent à orienter vers des impasses rétrogrades et criminelles la colère légitime des couches pauvres, engendrée par la domination impérialiste.

Une fois arrivés au pouvoir, c'est un régime tyrannique contre les couches pauvres elles-mêmes qu'ils instaurent. Leur anti-impérialisme de façade est vite relégué au second plan. Concernant l'Iran par exemple, les dirigeants impérialistes américains ou européens le leur rendent bien d'ailleurs car leurs relations sont "normalisées". Les affaires sont les affaires!

La misère dont les gens sont de plus en plus victimes dans le monde est engendrée par le système capitaliste.

La seule lutte efficace contre ce système social injuste et cruel, c'est la lutte derrière le drapeau du communisme. Car c'est celui de la satisfaction des besoins, du progrès et de la liberté.

## CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.